



La forteresse Europe et le rejet du communautarisme : Haro sur l'Islam

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2011

18 février 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

«Le pauvre devine ce que donne la richesse, le riche ne sait pas ce que signifie la pauvreté.»

Proverbe chinois



Dans l'émission Paroles aux Français du vendredi 11 février, le président Sarkozy a décrit sa nouvelle vision de la société française. Deux confirmations, il parle de son rejet de l'ostentation et du prosélytisme; en clair il est contre les prières des musulmans dans les rues, mais il ne donne aucune piste pour ne pas prier dans la rue. Il est contre le communautarisme qui, dit-il, a été un échec. Par cette affirmation, il fait écho au discours d'Angela Merkel en Allemagne, en octobre, discours dans lequel elle disait qu'il fallait tirer les conséquences de l'échec du communautarisme. Dans le même temps, on apprend que 200.000 Turcs allemands diplômés ont quitté l'Allemagne qui aurait besoin de 400.000 diplômés. La déclaration d'Angela Merkel visait aussi, à couper l'herbe au parti adverse surtout, après la publication de Theo Sarrasin où il accusait l'Islam d'être un danger pour l'Allemagne. Une déclaration similaire a été faite par David Cameron lors de la réunion de Munich début février, lui aussi rejette le communautarisme pourtant socle du vivre-ensemble du modèle britannique. Malgré sa volonté d'accuser ses prédécesseurs de laxisme, cette idée n'est pas nouvelle même si elle est exprimée clairement pour la première fois. Tony Blair avait changé de vision depuis les attentats islamistes qui avaient ébranlé la capitale le 7 juillet 2005 et Gordon Brown avait exprimé son désir de renforcer la « britannité » de ses concitoyens. Dans toutes ces positions, si on ajoute aussi celle de Silvio Berlusconi dont on connaît l'affection qu'il a pour l'Islam, il y a une situation nouvelle. L'ennemi de l'Europe est clairement désigné, c'est l'Islam, les Turcs, les Pakistanais et les Arabes du Maghreb.

Pourtant, en France pendant de longues années, l'ancien ministre de l'Intérieur, président actuel, déclarait à qui voulait l'entendre que les communautés devraient s'organiser. Il a ainsi, donné corps au Cfcv (Conseil français du culte musulman). Mieux, en janvier il nomme Monsieur Dahmani comme conseiller à l'Élysée chargé justement du contact avec les communautés, fonction qui empiète sur celle de Yazid Sabeg chargé de promouvoir la Diversité.

Préoccupations basement électoralistes

Parmi les communautés, il y en a une qui échappe à toute norme, il s'agit du Crif (Conseil représentatif des Juifs de France) dont l'aura réelle est plus due à sa capacité de nuisance qu'à son apport à la société française. Le Crif se dit représenter les 600.000 Juifs de France, c'est-à-dire 1%. En fait, ce n'est pas vrai, il représenterait dans le meilleur des cas 60.000 Juifs c'est-à-dire 0,1% de la population française. Se déclarant pro-sioniste et aligné sur la politique israélienne, il tétanise tous ceux qui osent critiquer Israël le Conseil représentatif des institutions juives de France, mis en place sous Laurent Fabius, en 1985, invite régulièrement à un dîner toute la classe politique et les autorités religieuses, un *tribunal dînatoire* selon l'expression, pour une fois heureuse, du philosophe tout-terrain Alain Finkielkraut.

Le Crif n'a pas toujours été ce qu'il est actuellement, « C'était à l'époque de Théo Klein, un espace de discussion loin de toute emprise idéologique. Depuis, Roger Cuckermann, puis Richard Prasquier fidèles zélés d'Israël, «convoquent», à l'occasion de ce dîner, la classe politique française et lui tracent les lignes directrices. En 2010, le président de la République, Nicolas Sarkozy a, effectué un bref passage le 3 février à Paris. Il déclarait (...)

« La sécurité d'Israël est pour la France une priorité absolue», Très souvent, par le passé, déclare le président Sarkozy, je suis venu au dîner du Crif. Je connais cette tradition. (..) En invitant chaque année les plus hautes autorités de la Nation à partager votre dîner, en invitant en particulier le Premier ministre, et cette année, pour la première fois, le président de la République, vous entendez renouveler votre attachement indéfectible à la République et à la France. (...) Il est sain que vos invités rassemblés dans cette salle, dont certains exercent d'éminentes responsabilités, fassent mémoire de ces moments douloureux qui précipitèrent tant de familles dans l'abomination, et notre pays dans la honte. [...] (1)»

On remarquera que le président fait preuve d'une repentance à géométrie variable. Il admet que la France puisse avoir honte de la façon dont elle a traité les Juifs en laissant le pouvoir hitlérien les déporter, mais il n'a pas à avoir honte de la colonisation directe de la France qui, pendant plus d'un siècle, a pillé, volé, incendié, violé et déstructuré la société algérienne qui en porte encore les stigmates.

En 2011, après avoir écouté le discours du président du Crif, comme d'habitude d'une rare violence envers ceux qui critiquent Israël, et aussi envers l'Iran en appelant à son renversement, il fait le bilan des actes antisémites de 2010, que le Crif a recensés et transmis au ministère de l'Intérieur pour dire une fois de plus que trop c'est trop. Pour pouvoir juger du réel pouvoir du Crif, qu'il nous suffise de rapporter un article du Canard enchaîné du mercredi 16 mai 2007, où nous apprenons que le très sioniste Roger Cukierman est intervenu personnellement pour s'opposer à la nomination de Hubert Védrine au poste de ministre des Affaires étrangères. Il a joint directement Sarkozy et lui a dit que la communauté juive prendrait la nomination de Védrine comme un «casus belli».

Pourtant, il s'est trouvé des Français de confession juive qui sont scandalisés par le comportement du Crif. Parmi eux, Maurice Szafran qui fit un éditorial à ce propos dans le journal Marianne n°642. « Quelle que soit la qualité de certains qui en font partie et qui se déclarent à regret, minoritaires, il faut bien constater que les dérapages communautaristes du Crif deviennent de plus en plus nombreux et alimentent un antisémitisme à la fois insidieux et secret. Pour le moment, personne n'ose dire que le roi est nu et que dans certaines affaires qui relèvent soit de la solidarité inconditionnelle et aveugle avec l'extrême

droite de l'Etat d'Israël, soit d'un judéo-centrisme obsessionnel et névrotique, les juifs ne peuvent plus se sentir en sécurité intellectuelle.»(1)

Une dépêche courageuse de l'AFP passée inaperçue à l'époque, et pour cause, eu égard au maillage serré des médias à l'époque, s'interrogeait sur la place du Crif. S'est interrogée l'Agence: est-il devenu un nouveau département ministériel, au même titre que celui de l'Intérieur, de l'Agriculture ou encore de la Défense?(2).

Géométrie variable

Aux côtés du Crif, le Cfcv qui représenterait les 6 millions de musulmans (10% de la population française, est plus évanescent que jamais. On n'ose pas imaginer même pour rire, un diner du Cfcv où le millier des personnalités représentant la politique et le pouvoir en France viendraient faire allégeance à des représentants qui n'osent même plus parler et défendre l'état misérable de cette communauté en errance et qui, pour une grande partie, ne demande qu'à vivre l'Islam à l'ombre des lois de la République. On remarquera au passage, que le président Sarkozy déclare ne reconnaître qu'un Islam de France et non pas un Islam en France. Ceci est très important, car cela veut dire que c'est un Islam qui doit être *laïco-compatible*, qui ne fait pas de l'ombre aux racines chrétiennes de la France et qui est en paix avec le Crif. En clair, il devra être un Islam sans aspérité, nous verrons alors, à ce rythme des Fatwas sur mesure, pour déclarer Halal telle ou telle mesure, une décision de la République, le Coran serait revu. Pourquoi pas? Le problème est que la République, qui doit avoir une forte volonté d'intégration, doit être équidistante des religions, le spirituel devant être de la sphère privée. Ce n'est pas le cas, on diabolise et on dicte la norme. Dans le même ordre et pour conforter cette vision, à en croire un sondage publié dans un ouvrage collectif de sociologues (*Les Français face aux inégalités et la justice sociale*, sous la direction d'Olivier Galland et de Michel Forsé), 20% des Français préfèrent que les immigrés « maintiennent leurs traditions particulières », contre 80% souhaitant « qu'ils s'adaptent et se fondent dans la société ». Cette enquête

a été réalisée en septembre et octobre 2009 sur un échantillon représentatif de 1711 personnes majeures vivant en France métropolitaine.(3)

Au même moment le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, ne trouve rien de mieux à faire que de réactiver le débat sur l'islam, un cheval de bataille porteur, et qui fait office de roue de secours pour une droite en panne d'idées. La première à avoir applaudi a été Marine Le Pen.. A ce rythme, l'allogène a le choix soit une dissolution de l'identité originelle, le coupant définitivement de ses racines avec le risque d'ne faire un zombie partagé entre deux mondes, celle qui l'a vu naître et qu'il doit abdiquer et celle qu'on lui impose, s'il veut rester en France. On peut aussi imaginer des cultures voire des cultes sans épaisseur, puisqu'appartenant au spirituel, il leur sera difficile de se naturaliser français. Qu'est ce alors, un Islam de France, et pourquoi pas un Judaïsme de France, un Hindouisme de France ? Je serai curieux d'entendre la réaction de ces communautés. Cette offensive concertée contre l'Islam en Europe sera de plus en plus récurrente. Les gouvernants surfant sur les peurs font dans la diversion pour faire passer des réformes impopulaires, il faut un bouc émissaire, ce sera l'Islam qui servira de variable d'ajustement

Comment faire pour éloigner les barbares ?

Il faudra empêcher les hordes du Sud d'envahir le Nord et faire en sorte de ne laisser en Europe que ceux qui rentrent dans le moule de cette Europe qui devient de plus intolérante, elle qui a été la cause du malheur toujours recommencé à la fois de la colonisation de ces pays qui viennent taper à la porte du supermarché planétaire construit sur la sueur des Suds épuisés, mais aussi la cause d'un autre malheur, celui des indépendances formelles et bâclées parce que nous avons remplacé le colon par un pouvoir qui continue d'asservir les masses, aidé et conforté justement par les anciennes puissances coloniales qui ne veulent surtout pas perdre leurs chasses gardées.

Nous avons vu que la paranoïa concernant l'Islam est doublée de la nécessité de barricader l'Europe en contrôlant les entrants. A ce titre, l'Europe, qui se lave les mains de ce qui se passe en Tunisie, est en train de chercher une parade pour arrêter l'exode des damnés de la terre qui fuient la misère. Les Européens, qui n'arrêtent pas de parler de droits de l'homme, ont ouvert la «Boîte de Pandore», ils doivent regretter la belle époque de Ben Ali qui leur permettait de tenir en respect ces hordes de «gueux» qui envahissent Lampedusa. La mise en branle de Frontex, une armada de guerre, permettra de suivre, même de nuit, comme le Sive (installé en Espagne), tous les mouvements de la Côte africaine. La «mise à niveau», présentée comme technique, du système d'information Schengen sert de paravent à un glissement de ses objectifs, de l'accompagnement de la liberté de circulation vers la constitution d'une base de données de surveillance et d'enquête.

« Dans le quartier du Neuhof, écrit Jelle Van Buuren, à Strasbourg, un bâtiment sous haute garde, de classe «antiterroriste», abrite l'ordinateur central du Système d'information Schengen (SIS). Les mémoires de ce serveur informatique, poumon numérique de la coopération policière européenne, stockent des millions d'informations sur les étrangers interdits de séjour en Europe, les criminels recherchés, les armes et les suspects à placer sous surveillance. Les listes de desiderata, que les Etats membres font circuler à Bruxelles, ne s'arrêtent pas là: ils souhaitent intégrer dans le fichier central les photographies, les empreintes digitales, les empreintes ADN et des données biométriques. En reliant aux fichiers des systèmes de reconnaissance faciale et de l'iris des yeux.»(4)

En fait, cette paranoïa occidentale alimente un marché juteux: le marché de la peur évalué à des dizaines de milliards de dollars. José Saramago, prix Nobel de littérature, s'interroge:

« Les Occidentaux sont-ils civilisés entre eux et barbares avec les autres? Que reste-t-il alors des «valeurs» de l'Occident «Liberté, Démocratie et Justice» après le passage du cyclone Bush et des petites tempêtes de ses clones, vassaux et perroquets un peu partout dans le monde? Où vont les fameuses «démocraties occidentales», missionnaires de leur «Liberté obligatoire» comme dirait l'écrivain et dramaturge italien Dario Fo? La gauche va-t-elle gober sans broncher les attaques convergentes de la droite et de l'extrême-droite contre ce qu'elles appellent le «multiculturalisme»? «Liberté» aux saveurs du pétrole, de l'opium, du fouet et des bombes...»(5)

L'islamophobie

Michel Wieviorka, sociologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, écrit justement à propos de ce rejet du multiculturalisme:

« Je ne peux que le féliciter», a déclaré Marine Le Pen, la nouvelle dirigeante du Front national, après que David Cameron, le Premier ministre britannique, a affirmé le 5 février, que le multiculturalisme est un échec. Quatre mois auparavant, en Allemagne, Angela Merkel, la chancelière, des droites en déclarant que «cette approche a échoué, totalement échoué». Et lors de l'émission Paroles aux Français sur TF1, vendredi, Nicolas Sarkozy, le chef d'Etat français, a apporté sa contribution à la disqualification du multiculturalisme en reprenant la même antienne. Dans son cas, on hésite quant au diagnostic: renversement complet ou incohérence? Ces charges donnent l'image d'une grande cohérence idéologique des droites d'Europe. Otons l'Islam du débat: que reste-t-il dans le rejet du «multiculturalisme»? (...) Le terme de multiculturalisme est inapproprié ici, car ce qui est en jeu est d'abord et avant tout une religion, et non une culture. Que celles-ci puissent se recouper est une évidence, mais cela n'autorise en aucune façon à les confondre, et à rejeter le multiculturalisme pour en réalité flatter l'islamophobie. (...) Il est légitime et souhaitable qu'un chef d'Etat s'en prenne au terrorisme, à la violence, agisse pour mettre fin à la domination des groupes et de leurs leaders sur les individus relevant de minorités, à commencer par les femmes.»(6)

« Mais imputer ces maux au multiculturalisme, c'est en faire un bouc émissaire trop commode, ou, au mieux, ne s'intéresser qu'aux dérives des modèles qu'il promeut, et non à ces modèles eux-mêmes. Que signifie l'injonction de l'intégration des immigrés? La critique du multiculturalisme par les droites et les extrêmes droites comporte une dimension qui mérite d'être soulignée: elle va de pair avec l'appel à l'intégration des immigrés. Cet appel est toujours présenté comme une nécessité pour la nation, pour la société dans son ensemble, et jamais du point de vue des immigrés.»(5)

«Ceux-ci sont alors définis comme autant de problèmes ou de sources de difficultés, rien d'autre, et le message qui leur est adressé est vite si peu conforme aux réalités de leur expérience sociale qu'il ne peut être qu'incantatoire, et répressif: que signifie l'injonction de l'intégration, si les moyens de la réussir ne sont guère proposés? Tempéré, le multiculturalisme est une opportunité pour la gauche. Il y a néanmoins, un avantage dans ce rejet par les droites et extrêmes droites du multiculturalisme au nom d'une intégration qui devient mythique: il interpelle les gauches. En France, notamment, l'attachement à l'idéal républicain, version nationale des valeurs universelles, s'est souvent soldé, y compris à gauche, par un refus de tout ce qui semble déboucher sur une reconnaissance des

minorités, et sur un encouragement, dès lors, aux horreurs du communautarisme. La gauche aurait bien tort d'être paresseuse, ou idéologique, et de se contenter d'embrayer le pas aux droites et aux extrêmes droites.»(6)

L'islamophobie n'est pas une spécificité de la vieille Europe, même les Etats-Unis où la religion joue un grand rôle -on se souvient du malheur du monde avec le « born again » qu'était Georges Walker Bush- devient de plus en plus hostile à l'Islam. Souvenons-nous du tollé de la mosquée dite de Ground zero, pour en souligner la proximité, alors que c'était un centre culturel islamique qui avait pignon sur rue plusieurs rues plus loin. « En mars, Peter T. King, parlementaire républicain de l'Etat de New York et président de la commission sur la Sécurité nationale de la Chambre des représentants, prévoit de tenir des auditions sur la radicalisation des musulmans américains. (...) Si la radicalisation des musulmans américains constitue, comme le suggère King, une menace grave et croissante pour notre sécurité, des auditions sur le sujet doivent être tenues au Congrès pour débattre de la question. (...) Prenez ses commentaires à propos des chefs religieux musulmans. Il affirme que des membres de la police locale et fédérale lui auraient confié qu'ils avaient obtenu « très peu de coopération ou, dans la plupart des cas, aucune de la part des leaders musulmans et des imams » lorsqu'il le fallait. Il aurait également entendu parler d'imams qui ordonnent à leurs fidèles de ne pas coopérer avec les représentants de l'ordre qui enquêtent sur le recrutement de jeunes kamikazes dans leur mosquée. King s'est cependant montré avare de détails, et ses preuves relèvent de l'anecdote et restent approximatives. Elles ont par ailleurs été contredites par d'autres, notamment par le shérif du comté de Los Angeles, Lee Baca, qui a déclaré début février que les musulmans de son comté avaient joué un rôle clé dans la lutte contre le terrorisme ». (7)

« Que certains musulmans américains se soient convertis à l'islam radical et aient commis des actes terroristes est un fait indéniable. (...) Mais les raisons évoquées par Peter T. King pour tenir ces auditions au Congrès n'ont pas été attestées. Et si, en temps normal, il ne peut résulter aucun mal de la tenue d'auditions basées sur des preuves insuffisantes, ce n'est pas le cas cette fois-ci. Car l'objectif semble d'affirmer que les musulmans sont dangereux et qu'ils manquent de loyauté envers notre pays, au moment où ils sont relativement mal vus par toute une frange de l'opinion. Nous craignons surtout que la Commission n'adopte une définition très large du terme « radicalisation ». Ses membres doivent se rappeler que plusieurs idées « radicales » sont protégées par le premier amendement à la Constitution américaine, qui préserve la liberté d'expression. (...) Malgré tout, la mise en œuvre d'une enquête s'intéressant à une seule religion crée un certain malaise. Comme l'a démontré la controverse soulevée à l'été 2010 par le projet de construction à New York d'une mosquée et d'un centre communautaire musulman à proximité de Ground Zero, le site des attentats du 11 septembre 2001, le sentiment anti-islamique est bien réel et largement répandu dans notre pays. Les auditions organisées par Peter T. King risquent simplement de l'exacerber ». (7)

Que doit faire le citoyen modèle pour garder sa foi et être un bon citoyen à l'ombre des lois de la République ? Si la France qui s'honorait avec la laïcité avait permis au début des années 20 que l'islam ait pignon sur rue pour service rendu par les bougnoules qui ont payé le prix du sang à Verdun et au Chemin des Dames, pourquoi cette laïcité qui doit en théorie être équidistante des religions, ne tolère plus, dans ce nouveau siècle de tous les dangers que ces enfants qui ont une spiritualité différente ne puissent pas s'épanouir dans leur espace privé ? Pourquoi l'assimilation qui, à bien des égards n'est pas une intégration mais

une désintégration de l'identité originelle , qui qu'on dise est un marqueur indélébile est elle imposée. La réponse la plus simple est qu'en période de trouble, et de problèmes socio-économiques, c'est toujours l'étranger qui sert de variable d'ajustement. On l'aura compris de sombres jours se profilent à l'horizon pour les musulmans de France même avec un Islam mondain et adoué par le pouvoir actuel. Le multiculturalisme est une richesse, il serait dommage que les hommes de culture ne réagissent pas.

1. <http://www.bakchich.info/Jean-Daniel-flingue-le-CRIF,09970.html>

2. Le Crif nouveau ministère de la République? AFP 18 décembre 2003

3. Jean-Baptiste François Les Français attachés à l'assimilation La Croix 17 02 2011

4. Jelle Van Buuren: Les tentacules du système Schengen. Le Monde diplomatique. Mars 2003

5. José Saramago «De la justice à la démocratie,...». Le Monde diplomatique. Mars 2002

6. Michel Wieviorka
<http://www.rue89.com/wieviorka/2011/02/12/quand-la-gauche-va-t-elle-defendre-le-multiculturalisme-190273>

7. Rédaction : L'islamophobie gagne du terrain [Los Angeles Times](#) 17.02.2011

Pr Chems Eddine Chitour : Ecole Polytechnique enp-edu.dz

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca